



diffusion de l'information sur l'Amérique latine

47, QUAI DES GRANDS-AUGUSTINS - 75006 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 46.33.42.47

CCP 1248.74-N PARIS - Du mardi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h 30

Hebdomadaire - n° 1348 - 10 novembre 1988 - 6 F

D 1348 EL SALVADOR: POINTS DE VUE MILITAIRES

L'horizon politique salvadorien est en pleine recomposition. L'éclatement du Parti démocrate-chrétien, la maladie mortelle de son représentant le plus illustre qu'est le président de la République Napoleón Duarte, l'avancée irrésistible de la droite nationale, la pression politique de l'armée, la création de Convergence démocratique à partir d'éléments du Front démocratique révolutionnaire (FDR, allié au FMLN - Front Farabundo Martí de libération nationale), l'ouverture d'un débat national au niveau de la société civile: tels sont les principaux éléments d'une situation politique mouvante, avec une guerre civile qui n'arrête pas (cf. DIAL D 1288, 1306 et 1342). Toute recomposition politique doit nécessairement tenir compte de l'armée. A ce titre nous donnons deux interviews publiées dans *Pensamiento Proprio* de juin et de septembre 1988: celle du colonel Vargas, chef d'opération anti-guérilla; et celle du colonel Majano, auteur du coup d'Etat militaire de 1979 (cf. DIAL D 583 et 598) de retour en El Salvador après huit ans d'exil.

Note DIAL

1. Point de vue du colonel Vargas

"IL N'Y A PAS DE SOLUTION MILITAIRE A LA GUERRE"

Le colonel Mario Vargas fait partie du mouvement militaire "Philharmonique", formé de jeunes colonels qui ont été en contact direct avec la guérilla sur le champ de bataille. Ces jeunes officiers, en majorité formés aux Etats-Unis, sont partisans de la stratégie de guerre dite de basse intensité. Pendant cinq ans Vargas a été le commandant en chef de la caserne de San Francisco Gotera dans le département de Morazán.

Question - Comment évaluez-vous la situation politique après les élections de mars dernier (1)?

Le pouvoir exécutif est intact. Le pouvoir judiciaire est sans faille. La crise est au niveau du législatif et il faut la régler au plus vite. Sinon ce serait néfaste pour la démocratie car l'anarchie, le chaos et le désespoir s'abattraient sur la population qui vit dans la confusion et ne sait pas de quel côté se tourner.

Q. - Les forces armées prendraient-elles les rênes du pays en cas de poursuite de la querelle entre l'ARENA (Alliance républicaine et nationale) et le PDC (Parti démocrate-chrétien)?

Je crois que ce serait une erreur historique de reculer sur le chemin où nous avons avancé. Il y a des ordres, des lois et des procédures pour dirimer les con-

(1) Cf. DIAL D 1306 (NdT).

flits et départager les intérêts dans le cadre de la démocratie. Pour l'armée, se mettre dans ce conflit serait une chose historiquement grave; cela aurait un prix extrêmement élevé; et pour la nation, cela provoquerait l'isolement politique sur le plan international. Les forces armées ont réussi à conserver une position institutionnelle, à être un point d'équilibre dans la nation et l'Etat. Si nous prenions le commandement nous n'aurions la confiance que des éleveurs; or il importe que les forces armées jouissent de la confiance de tous les secteurs sociaux. Tant que l'institution militaire se maintiendra dans ce rôle d'équilibre, la démocratie pourra être ébranlée, mais elle ne s'écroulera pas.

Q. - Dans un pays en guerre, pensez-vous que le vrai pouvoir est, ou n'est pas, l'armée?

La guerre est la poursuite de la politique par d'autres moyens. On donne à l'armée une certaine prépondérance parce que la crise actuelle est de l'ordre de la guerre; il faut y appliquer davantage de fonds, davantage de ressources humaines et matérielles, en sacrifiant d'autres domaines de l'activité nationale. La guerre caractérise la situation, mais quand la guerre est réglée, il faut changer les pourcentages: c'est le domaine politique, l'économique et le social qui doivent primer. A l'heure où une démocratie est en crise, et que cela s'appelle un conflit armé, la première mesure qui s'impose est celle de la sécurité. Il n'y a pas de développement sans sécurité, ni de sécurité sans développement.

Q. - Qui est en train de gagner la guerre?

En termes qualitatifs, du point de vue militaire, en dehors du contexte social, économique et politique, ce sont les forces armées et le gouvernement qui ont gagné. La capacité du FMLN à prendre le pouvoir a été totalement bloquée.

Voyons les faits. En janvier 1981, le FMLN envisage une voie rapide pour la prise de pouvoir. Il s'efforce de provoquer l'insurrection des masses grâce à une offensive militaire, mais il rate. De 1981 à 1984 il passe à une guerre de mouvement, il s'emploie à tenir des positions géographiques pour un temps limité, il attaque force contre force, il cherche à nous vaincre et à prendre le pouvoir. Il échoue également. Alors il abandonne la voie militaire, il change sa stratégie globale et il passe à une conception de guerre révolutionnaire qui est la guerre populaire prolongée. Aujourd'hui le FMLN vise la destruction économique, le discrédit politique par la propagande auprès des masses; et il fait passer la guerre militaire au niveau du terrorisme pour favoriser le facteur insurrectionnel. Et tout cela en se basant sur des éléments catalyseurs, des éléments conjoncturels susceptibles d'aboutir à l'explosion et à l'insurrection des masses.

Mais nous sommes aujourd'hui en train de consolider le processus démocratique. En dépit du terrorisme, la population est allée voter jusque dans les endroits les plus reculés. Voter pour un projet à propos duquel le gouvernement n'a pas manifesté sa présence, la Cour électorale n'a pas fait d'obligation et l'armée n'a pas exercé de pressions. Les gens sont allés voter parce qu'ils voulaient élire ceux qui vont présider aux destinées de leur communauté. C'est là une avancée qualitative. Les organisations de masses qui faisaient des manifestations de 15.000 personnes en rassemblent tout au plus 3.000 aujourd'hui. Et voici la gauche avec sa Convergence démocratique: elle rassemble 780 personnes.

Q. - Mais qui est en train de gagner?

Je ne dis pas que nous sommes en train de gagner, ni que nous sommes en train de perdre, ni même que nous sommes à égalité. Nous sommes satisfaits de ce que nous avons obtenu au fil des ans. Si nous n'avions pas le soutien du peuple, ils auraient déjà gagné. Ferdinand Marcos est tombé en quarante-huit heures... Anastasio Somoza aussi... En sept ans il y a des tas d'éléments catalyseurs. Si Pedro Joaquin Chamorro a été

l'élément catalyseur au Nicaragua (2), ici cela aurait pu être l'archevêque (3). Pourtant il n'en a rien été. Je considère que, s'il n'y a pas eu pendant huit ans d'insurrection alors qu'il y avait tant d'éléments catalyseurs, c'est que nos affaires ne vont pas aussi mal qu'on le prétend.

Q. - Voyez-vous une fin proche au conflit armé?

C'est une affaire complexe car il y a sur la scène salvadorienne deux courants de pensée politique: l'interventionniste et la structuraliste. Relèvent de l'interventionnisme la présence nord-américaine, la présence soviéto-cubano-nicaraguayenne. Je crois que c'est une erreur d'isoler l'interventionnisme des autres facteurs structurels qui sont la cause et l'origine du conflit. Aujourd'hui la prépondérance est donnée aux facteurs interventionnistes, car nous autres Salvadoriens aurions pu régler les problèmes structurels. Quand les fusils FAL, envoyés au Front sandiniste de libération nationale par le Venezuela, font leur apparition dans notre pays en 1980-1981, nous y voyons la preuve de l'intervention des Nicaraguayens et des Soviétiques. Ici ils ont été les premiers à intervenir. C'est ensuite que nous avons appelé les Américains.

A l'heure actuelle la guerre n'a pas de solution essentiellement militaire. Il s'agit de vaincre une guerre populaire aux composants économiques, politiques, de propagande et de masses, en plus de l'aspect militaire sur le plan de la terreur. Nous devons accroître le degré de sécurité. La démocratie doit être protégée: la démocratie comme système politique, la démocratie comme système de satisfaction des besoins les plus élémentaires de la population, et non pas comme système électoral. Je crois que nous pouvons abréger le conflit dans la mesure où il y a une unification nationale entre les forces qui veulent la démocratie, mais pas une unification nationale avec des critères marxistes, et dans la mesure où il y a un gouvernement à large participation populaire.

Q. - Vous, les militaires, signeriez-vous un accord de Sapoá (4)?

Si c'était mon cas, à titre individuel, non. Je crois que non. Les trois quarts du monde ont été mangés par le bloc soviétique suite à l'ingénuité des démocraties. Dans la situation actuelle il est très difficile de parler avec des marxistes-léninistes sur les structures sociales, économiques et politiques tant qu'ils ne se situent pas dans le cadre de la démocratie. En Europe, dire cela peut faire croire que nous voyons des phantasmes là où il n'y en a pas. Mais ce n'est pas le cas. L'Europe se situe dans la démocratie tandis qu'ici c'est la guerre, la violence et les assassinats. Nous sommes en pleine bipolarité; les deux puissances mondiales y ont des aires d'intérêts, des aires d'influence, des aires de sécurité. Chacun cherche à vaincre l'autre et à avoir l'hégémonie mondiale.

Q. - Alors, El Salvador, ce n'est qu'un conflit Est-Ouest?

Je vous ai dit que l'interventionnisme nous fait tomber dans la bipolarité. La présence des Etats-Unis en El Salvador ne répond pas à des vues philanthropiques mais à des intérêts. Si cette région ne les intéressait pas, ils ne seraient pas ici. C'est pourquoi il ne faut pas être si simpliste et croire que c'est un problème de droits de l'homme, de bombardements aveugles, de répression, de dictatures militaires. Il y a d'autres éléments qu'il importe de situer à leur place pour mettre en équation le casse-tête et régler le problème intégral.

Q. - C'est une guerre de basse intensité (5) ?

Quand un pays est désatbilisé et que cela a des répercussions sur les intérêts

[2] Assassiné en 1978. Cf. DIAL D 423 (NdT).

[3] Le colonel Vargas fait sans doute allusion à Mgr Romero assassiné en 1980 (NdT).

[4] Accord entre le gouvernement sandiniste et la rébellion armée des "contras". Cf. DIAL 1296 (NdT).

[5] Concept stratégique élaboré par les militaires nord-américains après la guerre du Vietnam (NdT).

des Etats-Unis, alors pour régler le problème et faire qu'il ne franchisse pas les frontières, ils accordent une assistance militaire et économique. Certains veulent appeler cela "conflit de basse intensité". Mais dire qu'en El Salvador le conflit est "de basse intensité", c'est de la démagogie, du populisme, c'est conquérir des positions avec des mots, des euphémismes qui suscitent des anticorps et énervent les masses. C'est nous qui gérons le conflit; nous connaissons le coût de cette guerre. Quand les Etats-Unis éternuent, nous faisons, nous, une pneumonie.

Q. - Le colonel Ochoa affirme qu'il faut être plus agressif dans la conduite de la guerre. Qu'en pensez-vous?

Notre capacité opérationnelle appelle davantage de moyens humains et matériels. Avec les moyens dont nous avons disposé, nous sommes parvenus à empêcher la prise du pouvoir, mais avec les moyens dont nous disposons, nous ne pouvons combattre les cinq fronts d'attaque du FMLN. Dans le cas de l'infrastructure électrique, nous ne pouvons surveiller 800 km de lignes à haute tension et 740 km de lignes secondaires avec quelque 10.000 pylônes. En ce qui concerne le blocage des transports sur autant de kilomètres de routes, nous n'avons pas non plus les moyens nécessaires. Si l'ARENA et ces messieurs ont une solution, qu'ils nous la donnent et nous la mettrons en pratique.

Q. - Quel est le programme politique susceptible de mettre fin à la guerre?

Un projet politique, économique et social de type libéral, de type conservateur, ne nous mènera absolument à rien. Le conservatisme est une structure culturelle reposant sur une dynamique de conflit. Le projet doit être démocratique, dans un contexte intégral. Nous avons besoin que les différentes couches de la société puissent satisfaire leurs besoins en matière de santé, d'éducation, d'égalité; non pas une égalité d'égaux mais une égalité de chances; que nous ayons tous la possibilité de l'être, et non de l'avoir.

Q. - La démocratie peut-elle progresser dans un pays en guerre?

Oui, s'il y a unification nationale entre les partisans d'un même système. Je ne tiens pas à intégrer les forces qui ne veulent pas vivre en démocratie et qui veulent au contraire prendre le pouvoir par la force. En cas de crise, il y a un mot magique: celui de "priorités".

Q. - Quelles sont ces priorités?

La sécurité. C'est la sécurité qui donne force au développement; et le développement, à mesure qu'il prend corps, apporte une solution aux éléments vulnérables de la population. Il faut neutraliser l'insécurité résultant de l'agression marxiste-léniniste et de la guerre idéologique. Pour cela il faut être conscient du sacrifice qui est demandé à chacun de nous, en tant qu'individu comme en tant que groupe social, pour bénéficier du bien-être demain.

Q. - Quel est le parti préféré des militaires?

Les forces armées ont une position institutionnelle, professionnelle. Une force armée au service des 21.000 km² du pays et des 5 millions d'habitants. C'est cela l'avancée qualitative des forces armées.

Je vous donne un exemple des contradictions du système: auparavant, on disait que nous étions les rois de la fraude dans les élections, que nous faisons et défaisons les présidents; aujourd'hui, on nous demande de voter. Auparavant, on disait que nous étions les massacreurs du peuple; aujourd'hui, on nous demande de sortir pour pacifier les rues. On nous reprochait la fraude et vous voyez comment ça se passe aujourd'hui.

Q. - Y a-t-il un remède à la spirale de violence et de violation des droits de l'homme dont parle Mgr Rosa Chávez?

Oui, par des lois fortes. Pour que celui qui va se lancer dans un acte barbare sache où il met le pied et comment il aura à répondre de ses actes. Tant qu'il n'existera pas de telles lois, nous risquons de tomber sous la loi du talion: chacun pense que la justice est entre ses mains et cela débouche sur l'anarchie.

Q. - Les institutions actuelles sont-elles aptes à contrôler cette situation?

Je crois que oui. C'est difficile mais ce n'est pas impossible. A condition que chacun joue le rôle qui lui revient. Il nous manque des actes institutionnels, disciplinés, inédits, dégagés de tout caudillisme, de tout intérêt individuel ou de groupe.

Q. - En cas de victoire du Parti démocrate aux Etats-Unis, qu'est-ce qui changerait?

Notre façon de gérer la situation devrait alors changer, mais les intérêts des Etats-Unis ne changent pas. Si notre gestion changeait d'une façon tellement radicale qu'elle se solderait par la prise du pouvoir par le FMLN, les Etats-Unis auraient à payer le prix correspondant, suite au changement de la situation politique.

Q. - Qu'y a-t-il de vrai dans le commerce de la guerre?

Toute guerre est un commerce: pour ceux qui fabriquent les armements, pour les puissances. Au plan individuel ce n'est jamais un commerce. D'abord parce que l'aide qui parvient ici est en espèces et qu'ici on ne vend ni hélicoptères ni fusils ni rien de tout cela. Toute guerre en tant que telle est un commerce pour certains secteurs sociaux. Ici on peut trouver la corruption, une mauvaise administration, la bureaucratie ou une mauvaise application des fonds, etc... mais on ne trouve pas de commerce comme tel. La guerre n'est pas un commerce pour les Salvadoriens: nous sommes ceux qui fournissent les morts.

2. Point de vue du colonel Majano

" IL N'Y A PAS D'ISSUE SANS L'ARMÉE "

Le colonel Adolfo Majano a été président de la junte gouvernementale qui, en 1979, a fait un coup d'Etat pour lancer en El Salvador des réformes économiques et politiques destinées à mettre fin à la guerre civile. Un an plus tard il était contraint d'abandonner le pays, après avoir échappé à un attentat. Arrivé au Guatemala, il était livré par les autorités de ce pays à l'armée salvadorienne. Après un mois de détention il était contraint à l'exil. Huit ans plus tard, le colonel Majano est revenu en El Salvador pour se réintégrer dans la vie politique.

Question - Quel bilan feriez-vous aujourd'hui du mouvement militaire de 1979?

Les coups d'Etat dans ce pays ont, paradoxalement, fonctionné comme un mécanisme démocratique. Ils ont servi à déloger les partis qui se perpétuaient au pouvoir. Il est évident que les coups d'Etat sont historiquement nés d'accords entre les commandements des forces armées; le mouvement militaire dont j'ai pris la tête était animé par de jeunes officiers qui voulaient un changement de structures dans le pays. Par la suite il a été fait appel au Parti démocrate-chrétien et au Parti social-démocrate pour appuyer le mouvement et créer la base sociale nécessaire.

Q. - Beaucoup pensent que cette tentative a échoué.

Je ne crois pas que ce fut un échec. L'objectif était d'enclencher un processus de changement dans notre société; il se poursuit, en dépit du boycottage dont il a fait l'objet de la part des secteurs dominants du pays. Nous ne savons pas si nous allons nous arrêter en chemin ou si nous pouvons arriver au but, mais le processus est toujours en cours. A l'époque nous n'avions pas une idée très claire de ce que nous voulions en termes d'objectifs, mais nous exigions des réformes de la société et nous demandions le soutien des forces politiques susceptibles de les mener à bien.

Q. - Vous avez cependant dû abandonner le pays un an plus tard...

Mon départ de la junte gouvernementale a été motivé par des divergences politiques avec la Démocratie chrétienne et parce que le mouvement militaire est tombé dans les mains de chefs qui ne sympathisaient pas avec lui. J'avais proposé d'introduire la Démocratie chrétienne dans le gouvernement de fait comme formule passagère. Un pacte a été passé entre les forces armées et la Démocratie chrétienne tandis que se préparait une large coalition politique pour mettre en oeuvre les réformes.

Notre mouvement ne pouvait être le projet d'un seul parti mais exigeait un large consensus national. Le Parti démocrate chrétien en a profité pour s'installer tout seul au pouvoir. C'est alors que j'ai pris mes distances. Par ailleurs j'ai voulu restructurer les forces armées dans une perspective démocratique et de respect de la population civile. Théoriquement nous étions tous d'accord sur ce point; mais quand j'ai voulu le mettre en pratique, j'ai fait l'objet d'un attentat et j'ai été accusé par certains chefs militaires de "faire de la politique", alors que j'étais le président du gouvernement.

Q. - Quel rôle pensez-vous jouer aujourd'hui?

D'abord, j'entends m'installer dans le pays, rendre visite à de vieux amis et me retremper dans la conjoncture actuelle. Il est pour moi clair que le problème d'El Salvador est un problème de forces organisées, et non pas de personnalités. Mais avant d'entrer dans une organisation politique, j'aimerais soutenir un programme répondant aux besoins de la situation actuelle. Voilà ce qui m'enthousiasme: aider à l'élaboration d'un grand projet national. Je sais que, dans les forces armées, des gens me sont opposés, des gens influents, mais je pense que mes idées ont davantage de force. L'armée est depuis bien des années impliquée dans une guerre qui n'a pas de base politique. Or cette guerre est avant tout politique. L'armée est la base de tout projet politique.

Q. - Le FMLN aurait-il une place dans ce projet?

Non. Il y a incompatibilité avec la perspective marxiste du FMLN qui est irrémédiable. Le FMLN-FDR entend précisément être la pièce maîtresse de l'issue nationale à la guerre, à la manière du FSLN au Nicaragua. Parvenu au pouvoir, ce vaste projet de la guérilla est incompatible avec le pluralisme politique. Pour ses responsables, le partage du pouvoir n'est que transitoire. Autre chose est le mouvement populaire organisé, car il est une réalité incontournable dans ce pays. Il faut compter avec lui.

Q. - Comment analysez-vous l'influence des Etats-Unis dans le pays?

Une de mes plus fortes expériences lors de mon passage à la junte gouvernementale a été mon contact avec les gens de l'ambassade nord-américaine. Je m'attendais à rencontrer des hommes politiques clairs et assurés de ce qu'ils voulaient; mais j'ai découvert chez eux un manque de clarté, une dualité et un manque de compréhension de la réalité du pays. J'ai été déçu, en particulier quand j'ai découvert les pressions de l'ambassade pour empêcher la réforme agraire, ou pour réduire sa portée,

alors que tous les conseillers nord-américains et les porte-paroles de l'ambassade en prenaient publiquement la défense. En fait, tout fonctionnaire des Etats-Unis qui passait quelques mois dans le pays et qui se laissait influencer par tel ou tel groupe de pression, adoptait bien vite un point de vue différent.

Q. - Dernière question: pensez-vous qu'on soit arrivé à un système déocratique en El Salvador?

Catégoriquement: non. Je n'ai jamais pensé qu'on arriverait tout de suite à une démocratie, laquelle est un processus complexe quand il y a une guerre. Il y a eu une avancée dans ce que nous appelons la démocratie traditionnelle, formelle, mais ce que le peuple demande c'est la participation. La société salvadorienne a mûri, précisément à cause du mouvement que nous avons déclenché. Ce qu'il faut maintenant c'est conquérir un espace démocratique où tout le monde puisse trouver sa place dans le pays.

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)